

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SG/W/133

12 mars 1996

(96-0886)

Comité des sauvegardes

Original: espagnol

REPONSES AUX QUESTIONS POSEES PAR LES COMMUNAUTES EUROPEENNES¹
AU SUJET DE LA NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS
PRESENTEE PAR CUBA² AU TITRE DE
L'ARTICLE 12:6 DE L'ACCORD

La Mission permanente de Cuba a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 21 février 1996.

Question

La Communauté européenne a examiné la communication dans laquelle Cuba indique qu'elle n'a pas encore adopté de législation spécifique pour l'application de l'Accord sur les sauvegardes et que sa politique commerciale intérieure est en cours de révision.

La Communauté européenne invite les autorités cubaines à adopter dès que possible une telle législation.

Entre-temps:

- 1. Les autorités cubaines adopteront-elles des mesures de sauvegarde?**

Réponse

Tant qu'il n'existera pas de législation spécifique en la matière, le gouvernement de la République de Cuba s'abstiendra d'adopter des mesures de sauvegarde. Cependant, à titre exceptionnel, des restrictions quantitatives pourront être appliquées aux fins de sauvegardes dans la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave causé à une branche de production nationale, compte tenu des dispositions de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes, qui a force de loi dans le pays.

Question

- 2. Dans l'affirmative, comment les autorités cubaines peuvent-elles garantir que ces mesures seront adoptées conformément aux dispositions de l'Accord sur les sauvegardes?**

¹G/SG/W/88.

²G/ADP/N/1/CUB/1-G/SCM/N/1/CUB/1-G/SG/N/1/CUB/1 + G/ADP/N/1/CUB/1/Suppl. 1.

Réponse

En vertu du Décret-loi n° 147 du 21 avril 1994 concernant la réorganisation des organismes relevant de l'administration centrale, le Ministère des finances et des prix et le Ministère du commerce extérieur sont habilités à ouvrir et à mener, conjointement, les enquêtes concernant l'application de mesures de sauvegarde, et sont tenus, aux termes du Décret-loi n° 124 et à la suite de la ratification de l'Accord instituant l'OMC par le Conseil d'Etat, d'exécuter les engagements prévus dans l'Accord sur les sauvegardes. En attendant l'adoption d'une législation spécifique dans ce domaine, les procédures suivies par ces autorités, notamment pour les enquêtes, sont régies par les dispositions de l'Accord sur les sauvegardes.

Depuis quelques mois, les autorités compétentes travaillent à l'élaboration d'une législation spécifique en la matière, dans le cadre de la révision de la politique commerciale cubaine à la suite de son adaptation aux nouvelles conditions du développement du commerce extérieur cubain. Les deux ministères doivent achever la rédaction de cette législation en 1996 afin de la soumettre au gouvernement pour examen. La législation sera notifiée à l'OMC dès qu'elle aura été approuvée.